

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur candidature par la voie électronique (e-mail : [vacatures.roj1@just.fgov.be](mailto:vacatures.roj1@just.fgov.be)) dans un délai de vingt jours à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*.

La candidature mentionne la date, le nom, les prénoms, la date de naissance, le rôle linguistique, ainsi que une description de la carrière professionnelle et de la fonction actuelle et comporte un exposé de l'expérience utile ainsi que la motivation que le candidat estime pouvoir faire valoir pour briguer la fonction sollicitée.

De geïnteresseerde personen worden uitgenodigd om hun kandidatuur langs elektronische weg te richten (e-mail: [vacatures.roj1@just.fgov.be](mailto:vacatures.roj1@just.fgov.be)), binnen een termijn van twintig dagen na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidatuurstelling moet de datum, naam, voornamen, geboortedatum en de taalrol vermelden, evenals een beschrijving van de beroepsloopbaan en de huidige functie. Ook moet hij een uiteenzetting geven over de nuttige ervaring en over de redenen die hij laat gelden om in aanmerking te komen voor de functie waarvoor hij zich kandidaat stelt.

## GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/40506]

28 JANVIER 2021. — Circulaire relative aux rôles et responsabilités des directions des SPW et des Unités d'Administration publique dans la gestion des émissions obligataires durables, vertes et/ou sociales en Wallonie

A l'intention des directions des SPW et des Unités d'Administration publique

#### 1. DU FINANCEMENT DE LA DETTE WALLONNE PAR DES ÉMISSIONS OBLIGATAIRES DURABLES

Au 30 octobre 2020, la dette directe de la Wallonie s'élevait à 15 651 millions EUR. Pour financer le remboursement de sa dette et de son déficit budgétaire, la Wallonie emprunte sur les marchés en recourant principalement à deux types d'instruments financiers :

- des placements privés proposés par des banques partenaires, pour leur propre compte ou celui d'investisseurs institutionnels (assureurs, fonds de pensions, gestionnaires d'actifs...);
- des titres de placement sur le marché obligataire primaire, en tant qu'émetteur publique (au même titre par exemple que l'état fédéral belge).

Pour ce qui est des titres de placement, la Wallonie a décidé en 2019 de lancer des émissions obligataires durables (vertes et sociales) pour financer une partie de sa dette. Il s'agit d'obligations qui respectent des normes précises et qui sont principalement souscrites par des investisseurs recherchant des placements à caractère ESG (pour Environnement – Social – Gouvernance).

La Wallonie a ainsi émis :

- en avril 2019, une obligation durable inaugurale pour un montant de 1 milliard EUR ;
- en avril 2020, une obligation durable pour un montant de 700 millions EUR ;
- en mai 2020, une obligation à caractère 100% social pour un montant de 1 milliard EUR destinée à financer une partie significative des dépenses exceptionnelles engagées pour répondre à la crise sanitaire et socio-économique.

Les objectifs poursuivis par ce type d'émissions sont les suivants :

- diversifier les sources de financement pour faire face aux besoins croissants de la Région ;
- démontrer aux investisseurs ESG les ambitions de la Wallonie d'investir dans ses objectifs de nature sociale et environnementale ;
- privilégier le financement durable pour contribuer à l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable que la Wallonie s'est fixés.

En contrepartie de ces emprunts, la Wallonie s'engage à :

- effectuer une traçabilité budgétaire d'un montant équivalent au produit de l'emprunt émis, avec une vérification de l'affectation des fonds aux dépenses durables sélectionnées mais aussi la publication d'un rapport d'allocation budgétaire à l'attention des investisseurs ;
- produire un rapport d'impacts sociaux et environnementaux qui démontrent la contribution des projets financés aux Objectifs de développement durable.

La publication annuelle de ces rapports permet de mettre en exergue trois atouts majeurs de la Région, à savoir :

- engagement sans faille dans le développement durable : présenter et promouvoir les ambitions de la Wallonie à travers sa contribution aux 17 Objectifs de Développement durable ;
- utilisation significative et récurrente des instruments du financement durable : ancrer la Wallonie dans la catégorie des émetteurs d'obligations vertes, sociales et/ou durables, ceux-ci étant appréciés par une proportion croissante d'investisseurs qui conditionnent leurs placements à l'engagement des émetteurs à investir durablement ;
- maîtrise assumée de ses dépenses budgétaires : conformément à l'objectif de l'exercice « Budget Base Zéro », proposer un mécanisme de validation des budgets associés à des investissements durables, ainsi que l'élaboration d'outils ad hoc pour analyser les mesures d'impacts environnementaux et/ou sociaux des dépenses approuvées.

Pour cela, le Gouvernement wallon fait appel à la participation et la collaboration des directions des entités du SPW et des Unités d'Administration Publique pour respecter au mieux ces engagements, ainsi que produire les informations requises.

Cette circulaire vise donc à informer chaque entité amenée à effectuer des dépenses qualifiées de « durables » de sa responsabilité dans les émissions durables, cela dans le respect des règles de fonctionnement et de l'autonomie de gestion de chaque entité.

A cette fin, elle rappelle tout d'abord la notion de gouvernance des émissions durables afin de fournir une vision claire de l'ensemble des procédures que la Wallonie s'est engagée à suivre. Ensuite, elle précise les rôles et responsabilités de chaque entité et annonce la planification des besoins et des tâches à réaliser par chacun.

## 2. GOUVERNANCE DES ÉMISSIONS OBLIGATAIRES DURABLES

Le Gouvernement wallon a mis en place une structure de gouvernance appropriée, en l'occurrence le *Comité Obligatoire Durable* (COD).

Le COD est présidé par le ministre wallon en charge du budget et des finances et composé :

- o du secrétaire général qui représente le Comité stratégique et le Collège des Fonctionnaires généraux dirigeants, ou de son représentant ;
- o du directeur général du SPW en charge des matières budgétaires, ou de son représentant ;
- o de l'expert dirigeant en charge de la cellule de la dette, ou de son représentant ;
- o du responsable de la direction du développement durable au sein du SPW Secrétariat général, ou de son représentant.

Le COD délègue la coordination générale et opérationnelle des émissions obligataires durables à une Structure de Gestion Opérationnelle (SGO), pilotée conjointement par la Direction du Développement Durable et la Cellule de la Dette. Dans ce cadre, la Cellule de la Dette est principalement chargée de la gestion budgétaire relative aux dépenses éligibles. La Direction du Développement Durable, quant à elle, s'emploie essentiellement à vérifier le caractère durable des dépenses ainsi qu'à suivre les indicateurs d'impacts sociaux et environnementaux.

Afin de gérer les émissions durables dans le respect des normes internationales définies par l'International Capital Market Association (ICMA), le COD s'est engagé à appliquer les quatre principes directeurs suivants :

### 2.1. Utilisation des fonds (Use of proceeds)

Les émissions obligataires durables wallonnes se caractérisent par l'utilisation des fonds levés pour financer des dépenses vertes et sociales relevant de l'une des dix catégories(1) suivantes, définies dans le Framework de la Wallonie(2) :

Catégories éligibles aux émissions durables émises par la Wallonie	
Catégories vertes	Catégories sociales
1. Énergies renouvelables 2. Efficacité énergétique & bâtiments à faible émission de carbone 3. Mobilité durable 4. Alimentation & consommation durable 5. Contrôle & prévention de la pollution 6. Protection des ressources, du territoire et de la biodiversité	1. Éducation & promotion de l'emploi 2. Insertion socio-économique & autonomisation 3. Accès au logement 4. Accès aux services de base et aux infrastructures publiques

Outre l'appartenance à une de ces catégories, les dépenses durables doivent également démontrer leur contribution aux Objectifs de développement durable (ODD) définis par la Région dans ses stratégies et ses programmes.

### 2.2. Processus d'évaluation et sélection des projets (Management of Proceeds)

Parmi toutes les dépenses budgétaires identifiées, l'évaluation et la sélection des dépenses éligibles s'effectuent en application des critères d'allocation budgétaire et d'impact suivants, tels que définis par le COD :

#### Allocation budgétaire :

- ✓ Financement de projets pour lesquels les dépenses engagées et liquidées peuvent faire l'objet d'un traçage budgétaire annuel ;
- ✓ Financement de projets présentant une dépense totale (sur base annuelle) de minimum 1 million EUR ;
- ✓ Financement de dépenses budgétées exclusivement par la Région, soit en liquidation directe par le SPW, soit en financement indirect de dépenses liquidées par des entités autonomes (sous forme de subventions – dotations – primes) ;
- ✓ Préférence accordée aux projets déjà entamés ou budgétés sur plusieurs années, avec pour une émission donnée l'utilisation du budget relevant du refinancement de dépenses liquidées en année X-1 et/ou du financement de budgets engagés en année X.

#### Analyse d'impact :

- ✓ Sélection de projets pour lesquels des indicateurs d'impact peuvent effectivement être identifiés et mesurés pour confirmer le caractère durable des dépenses réalisées :
  - > Définition des impacts ex-ante en amont du financement (si applicable) ;
  - > Suivi des impacts ex-post tout au long de la durée de financement.

### 2.3. Gestion des fonds

Le suivi du produit d'une obligation durable de la Wallonie est opéré dans le cadre réglementaire de la gestion de la trésorerie et de la gestion budgétaire des organisations publiques belges. En termes de flux financiers, les fonds mobilisés par une obligation durable sont fongibles dans la trésorerie régionale centralisée, au même titre que les autres emprunts levés par la Région pour se financer. Il s'agit donc du recours à un autre instrument financier et sans aucune manière d'une augmentation de la capacité totale de financement de la Wallonie.

Le COD, par l'intermédiaire de la SGO, s'assure qu'à tout moment de la vie des obligations durables, il n'y ait pas de « double-comptage », c'est-à-dire que les dépenses éligibles n'aient pas déjà été financées ni par une obligation durable émise l'année précédente, ni par tout autre instrument de financement utilisé par la Wallonie ou par une des entités autonomes (principe de ségrégation des dépenses).

En outre, le Framework prévoit une vérification externe des allocations budgétaires par une société d'audit indépendante mandatée au nom du SPW par la Cellule de la Dette. Cet audit doit être effectué avant la publication du rapport annuel d'allocation et le résultat fait l'objet d'une attestation à titre d'assurance limitée, signée par la société d'audit et intégrée au rapport publié pour chaque émission.

#### 2.4. Reporting

Comme défini dans le Framework, la Wallonie s'engage à informer les investisseurs concernant l'affectation des fonds, le respect des critères d'éligibilité pour chaque dépense et la présentation d'indicateurs d'impacts environnementaux et/ou sociaux. Deux rapports distincts sont prévus à cet effet :

##### • Rapport d'allocation budgétaire

Environ un an à compter de la date d'émission d'une obligation(3), la Wallonie s'engage à présenter ses résultats sur une base consolidée par catégorie de dépenses et/ou détaillée par projets financés, c'est-à-dire :

- ✓ Le montant net total des fonds effectivement affectés, en comparaison des budgets initialement engagés ;
- ✓ La répartition des fonds alloués entre financement (année de l'émission) et refinancement (année précédente) ;
- ✓ La répartition des fonds alloués entre financement direct (SPW) et financement indirect (entités autonomes) ;

##### • Rapport d'impact

Sur une base annuelle, la Wallonie s'engage à faire rapport sur les résultats environnementaux et/ou sociaux des dépenses éligibles financées au travers des obligations déjà émises. Le rapport inclut autant que possible les indicateurs d'impact ex-ante et ex-post des dépenses éligibles, ainsi que les notices méthodologiques utilisées pour la mesure des indicateurs d'impact.

### 3. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES ENTITÉS EN CHARGE DES DÉPENSES

Pour être crédible auprès des investisseurs internationaux et continuer à pouvoir émettre des obligations durables, la Wallonie doit produire des rapports d'allocation budgétaire et d'impact qui soient fiables et de qualité.

Pour y parvenir, le Comité Obligataire Durable (COD) considère que la condition indispensable est une collaboration efficace entre les entités concernées par l'ensemble des dépenses durables (SPW – UAP) et la structure de gestion opérationnelle (SGO).

Cette collaboration nécessite d'impliquer tout au long de la chaîne les entités wallonnes budgétairement responsables, qu'il s'agisse des dirigeants des différents SPW ou des dirigeants des UAP. Cette implication se traduit par une collaboration à deux niveaux :

##### • Identification sur base annuelle des dépenses éligibles et de leurs impacts sociaux et environnementaux

Lors de chaque exercice budgétaire annuel, les responsables de chaque entité seront sollicités par le COD afin de construire et/ou mettre à jour le portefeuille de dépenses potentiellement éligibles aux obligations durables, vertes et/ou sociales. Cet exercice impliquera pour chaque entité concernée :

- D'identifier les projets correspondant à un montant en dépenses constatées (budgets liquidés de l'année écoulée) et/ou en budgets engagés de l'année en cours qui répondent aux critères d'éligibilité ;
- De s'accorder sur les indicateurs d'impact environnementaux et sociaux relatifs aux dépenses identifiées, mais aussi de s'engager à évaluer les impacts ex-ante (en amont du financement, si applicable) et de collecter les impacts ex-post (réalisés).

Le portefeuille de l'ensemble des dépenses éligibles wallonnes sera validé et approuvé par le COD.

##### • Gestion opérationnelle des émissions obligataires

Pour chaque obligation durable émise par la Wallonie, le COD délègue à la SGO la coordination des contacts avec les responsables désignés par les entités en charge de dépenses éligibles, afin de permettre la collecte des données nécessaires au contrôle des allocations budgétaires et à la production des rapports annuels d'émission. Le tableau suivant trace les grandes lignes de cette collaboration :

Gestion opérationnelle d'une émission	Entité (SPW – UAP)	COD
<b>Avant l'émission</b>		
<i>Dépenses éligibles retenues pour l'émission</i>	<i>Validation</i>	<i>Proposition (*)</i>
<b>Après l'émission</b>		
<i>Dépenses exécutées versus budgets engagés</i>	<i>Gestion, collecte &amp; communication</i>	<i>Validation &amp; consolidation</i>
<i>Mesures d'impact sur base des indicateurs associées aux dépenses</i>	<i>Relevé, analyse et production des résultats</i>	<i>Validation &amp; consolidation</i>
<i>Construction des résultats des allocations budgétaires et des analyses d'impact</i>	<i>Consultation (si nécessaire)</i>	<i>Réalisation &amp; Validation</i>
<i>Attestation de qualité des allocations budgétaires par l'auditeur externe</i>	<i>Consultation (si nécessaire)</i>	<i>Approbation</i>
<i>Publication des rapports</i>		<i>Décision</i>

(\*) sur base des résultats définis lors de l'exercice d'identification des dépenses éligibles sur base annuelle

### 4. PLANIFICATION

Dès la publication de cette circulaire, la SGO prendra contact avec chacune des entités concernées afin de la mettre en application et d'établir les différentes connexions entre les parties prenantes.

Tenant compte des deux obligations (durable et sociale) émises en 2020, le calendrier des prochaines échéances est le suivant :

- **Q4 2020** : prise de contact avec les différentes entités pour l'exercice d'inventorisation de l'ensemble des dépenses éligibles ;
- **Q1 2021** : récolte des informations financières (montant budgétés/montants liquidés) et d'analyse d'impact relatives aux dépenses retenues pour les deux émissions de 2020 ;

- **Q2 2021** : finalisation du contenu des rapports d'allocation budgétaire et d'analyse d'impact ;
- **Q3-Q4 2021** : publication des rapports d'allocation budgétaire ;
- **Q4 2021** : publication du rapport annuel d'analyse d'impact.

Cette planification sera récurrente pour les années suivantes, en fonction des futures émissions de la Wallonie.

#### 5. IDENTIFICATION DES CONTACTS AU SEIN DES SPW /UAP

Afin de mettre en place une collaboration claire et efficace, il est demandé à chaque entité impliquée dans la gestion des émissions durables d'identifier en son sein les directions et personnes de contacts avec lesquelles la SGO sera amenée à traiter les informations relatives à l'allocation budgétaire et à l'analyse d'impact des dépenses approuvées.

Les détails sur ces contacts seront communiqués dès que possible à l'adresse suivante : [developpement.durable@spw.wallonie.be](mailto:developpement.durable@spw.wallonie.be)

Namur, le 28 janvier 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, des Aéroports & des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

#### ANNEXE I - Description détaillée des Catégories Vertes Eligibles

Catégories éligibles	Types de dépenses	Exemple de projets (illustratif sur base des projets retenus en 2019-2020)
<b>Energie renouvelable</b>	Production et/ou utilisation d'énergies renouvelables	- Support aux entreprises et aux individus investissant dans les énergies renouvelables (y inclus les primes) - Subsidés de R&D à des entités publiques ou privées
<b>Efficacité énergétique &amp; bâtiments à faible émission de carbone</b>	Réduction de la consommation énergétique - Bâtiments neufs ou existants - Rénovation des systèmes de chauffage - Eclairage public et signalisation routière	- Projet UREBA - Plan AMUR - Programme ECOPACK (FLWFN - SWCS) - Plan PIVERT (SWL) - Primes pour le remplacement de systèmes énergivores (éclairage LED – isolation thermique – chaudière à haut rendement – compteurs intelligents) - Remplacement de l'éclairage public par des systèmes intelligents et des LED - Crédits d'impôts aux particuliers pour les investissements en économie d'énergie
<b>Mobilité durable</b>	Développement et amélioration des transports publics (passagers)	- Construction, acquisition et exploitation d'infrastructures et de matériel roulant (métro, tram, bus électriques, sites propres) - Infrastructures pour le transport multimodal (exemples : gares)
	Amélioration des moyens de transport de marchandises pour assurer le shift modal et réduire la production de CO <sup>2</sup>	- Conception, développement, construction, acquisition & maintenance d'équipements de transport et d'infrastructure de transport (voies navigables)
	Développement des modes de transport doux et des transports à basse énergie, ainsi que des infrastructures publiques associées	- Support à l'investissement dans des véhicules à faible émission de carbone - Extension des infrastructures de mobilité douce (piétons – cyclistes) - Infrastructures de rechargement de véhicules électriques
<b>Alimentation &amp; consommation durables</b>	- Développement de circuits courts pour la production et la distribution alimentaire - Développement d'une agriculture biologique	- Promotion de labels et de produits écologiques - Installation de « halls relais » - Développement de « diversifermes »
<b>Contrôle et prévention de la pollution</b>	Prévention, réduction, collecte, recyclage et traitement des déchets	- Plan wallon des déchets – ressources - Subsidés pour des systèmes de traitement durable des déchets - Réduction des déchets agricoles (transformation de biomasse en énergie)
<b>Protection des ressources, du territoire et de la biodiversité</b>	Gestion durable de l'eau	- Investissements pour la sécurité de l'approvisionnement en eau de la population - Investissements pour le traitement des eaux usées

Catégories éligibles	Types de dépenses	Exemple de projets (illustratif sur base des projets retenus en 2019-2020)
	Conservation de la nature et de la biodiversité	- Parcs naturels et zones protégées (Natura 2000) - Contrats de rivière (ruissellement et érosion) - Subsides pour la protection des habitats naturels - Echelles à poissons (saumons – anguilles) sur les cours d'eau wallons
	Décontamination des sols	- Réhabilitation des friches industrielles
	Gestion des impacts des changements climatiques	- Infrastructures et technologies pour la gestion des crues (exemple : rénovation de barrages) - Subsides de R&D pour les développements technologiques et les infrastructures - Investissements dans des projets durables au profit de pays en développement

## ANNEXE II - Description détaillée des Catégories Sociales Eligibles

Catégories éligibles	Types de dépenses	Exemple de projets (illustratif sur base des projets retenus en 2019-2020)
<b>Education &amp; Promotion de l'Emploi</b>	Programmes d'éducation et de formation <i>Populations cibles</i> : demandeurs d'emploi - jeunes	- Programmes du FOREM (CEP – PFI) - Formations en alternance de l'IFAPME (métiers en pénurie)
	Programmes et initiatives dédiés à la promotion de la création d'emplois et aux opportunités d'entrée sur le marché de l'emploi <i>Populations cibles</i> : demandeurs d'emplois	Programmes du FOREM (SESAM, CISP, CDC, Airbag, CEFO, MIRE...)
<b>Insertion socio-économique et autonomisation</b>	Programmes et initiatives visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion et réduire les inégalités. <i>Populations cibles</i> : - Ménages à faibles revenus - Personnes âgées - Personnes avec des handicaps - Jeunes - Personnes sans abri - Familles monoparentales	- Programme ADL (actions de développement local) - Actions RWLP - Support aux CPAS - Support aux personnes endettées - Aides aux ménages à bas revenu (exemple : MEBAR) - Programmes de support à l'insertion sociale
<b>Accès au logement</b>	Financement des sociétés de logement pour la construction, l'acquisition ou la rénovation de logements sociaux <i>Populations cibles</i> : personnes à faibles revenus	- Subventions/dotations aux sociétés wallonnes du logement (FLW – SWL)
	Assistance financière pour l'accès au logement des familles et/ou des personnes isolées à bas revenus, ainsi que pour la rénovation (primes et prêts sociaux) <i>Populations cibles</i> : personnes à faibles revenus	- Plan RENOPACK – ACCESSPACK (SWCS - FLW) - Crédits d'impôts pour la rénovation de logements privés proposés en location sociale (loyers modérés)
<b>Accès aux services de base et aux infrastructures publiques</b>	Programmes, initiatives et projets visant au développement et/ou à la modernisation des infrastructures publiques de santé, des équipements médicaux et des services de santé <i>Populations cibles</i> : tous les citoyens - les personnes avec handicap	- Programmes de santé (AVIQ) - Centres médicaux ruraux (AVIQ) - Services d'aide à domicile (AVIQ) - Services à domicile pour les personnes âgées et/ou handicapées (AVIQ) - Centres de soins psychiatriques (AVIQ) - Subsides de R&D dédiée aux projets de santé (AVIQ) - Transport public et équipements dédiés aux personnes handicapées (OTW)

## Notes

(1) Voir tableau détaillé des catégories de dépenses actuellement définies en Annexe I et II – Ces catégories de dépenses pourront être adaptées en fonction notamment des décisions attendues au niveau européen.

(2) [https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-06/rw\\_sustainability\\_bond\\_framework\\_april\\_2019.pdf](https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-06/rw_sustainability_bond_framework_april_2019.pdf)

(3) Remarque : plusieurs opérations peuvent être réalisées sur une année.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/40506]

**28. JANUAR 2021 — Rundschreiben über die Rollen und Verantwortungsbereiche der Direktionen der öffentlichen Dienste der Wallonie und der öffentlichen Verwaltungseinheiten im Rahmen der Verwaltung von nachhaltigen, grünen und/oder sozialen Anleiheemissionen in der Wallonie**

An die Direktionen der ÖDW und der öffentlichen Verwaltungseinheiten

**1. DIE FINANZIERUNG DER WALLONISCHEN SCHULD DURCH NACHHALTIGE ANLEIHEEMISSIONEN**

Am 30. Oktober 2020 belief sich die direkte Verschuldung der Wallonie auf 15 651 Millionen Euro. Um die Rückzahlung ihrer Schulden und ihres Haushaltsdefizits zu finanzieren, nimmt die Wallonie auf den Märkten Anleihen auf, wobei hauptsächlich zwei Arten von Finanzinstrumenten verwendet werden:

- private Anlagen, die von Partnerbanken auf eigene Rechnung oder auf Rechnung von institutionellen Anlegern (Versicherungsgesellschaften, Pensionsfonds, Vermögensverwalter usw.) angeboten werden;
- Wertpapiere auf dem Primärmarkt für Anleihen, als öffentlicher Emittent (in der gleichen Eigenschaft wie z.B. der belgische Föderalstaat).

In Bezug auf die Wertpapiere hat die Wallonie 2019 beschlossen, nachhaltige ("grüne" und soziale) Anleihen auszugeben, um einen Teil ihrer Schuld zu finanzieren. Es handelt sich hierbei um Anleihen, die bestimmten Normen genügen, und die hauptsächlich von Investoren aufgenommen werden, die Interesse an Anlagen mit sogt. ESG-Kriterien (Umwelt - Soziales - Governance) haben.

So hat die Wallonie z.B. folgende Anleihen emittiert:

- im April 2019: eine erste nachhaltige Anleihe in Höhe von 1 Milliarde Euro;
- im April 2020: eine nachhaltige Anleihe in Höhe von 700 Millionen Euro;
- im Mai 2020: eine Anleihe über einen Betrag von 1 Mrd. Euro mit 100%-igem sozialem Charakter zwecks der Finanzierung eines erheblichen Teils der außerordentlichen Ausgaben, die zur Bewältigung der gesundheitlichen und sozioökonomischen Krise entstanden sind.

Die Ziele, die mit dieser Art von Emissionen verfolgt werden, sind die Folgenden:

- Diversifizierung der Finanzierungsquellen, um den wachsenden Bedürfnissen der Region nachzukommen;
- Verdeutlichung der Bemühungen der Wallonie gegenüber Investoren mit ESG-Kriterien, um in soziale und ökologische Ziele zu investieren;
- Bevorzugung der nachhaltigen Finanzierung, um zur Erreichung der 17 Ziele der nachhaltigen Entwicklung beizutragen, die sich die Wallonie selbst gesetzt hat.

Als Gegenleistung für diese Anleihen verpflichtet sich die Wallonie,

- die haushaltsmäßige Nachvollziehbarkeit in Bezug auf einen Betrag, der dem Erlös der ausgegebenen Anleihe entspricht, zu gewährleisten, mit einer Überprüfung, dass die betreffenden Mittel tatsächlich den ausgewählten nachhaltigen Ausgaben zugeteilt werden, aber auch eine für die Investoren bestimmte Veröffentlichung eines Berichts über die Zuweisung der Haushaltsmittel;
- die Abfassung eines Berichts über die sozialen und ökologischen Auswirkungen, mit dem Beitrag der finanzierten Projekte zur Verwirklichung der Ziele der nachhaltigen Entwicklung.

Die jährliche Veröffentlichung dieser Berichte ermöglicht es, drei Hauptstärken der Region hervorzuheben:

- eindeutiges Engagement für die nachhaltige Entwicklung: Darstellung und Förderung der Ambitionen der Wallonie durch ihren Beitrag zu den 17 Zielen der nachhaltigen Entwicklung;
- signifikanter und wiederkehrender Einsatz von nachhaltigen Finanzierungsinstrumenten: Verankerung der Wallonie in der Kategorie der Emittenten grüner, sozialer und/oder nachhaltiger Anleihen, die von einem wachsenden Anteil von Investoren geschätzt werden, die ihre Investitionen von der Verpflichtung der Emittenten abhängig machen, nachhaltig zu investieren ;
- gewährleistete Kontrolle ihrer Haushaltsausgaben: Vorschlag eines Mechanismus zur Validierung der mit nachhaltigen Investitionen verbundenen Haushaltsausgaben in Übereinstimmung mit dem Ziel des Basis-Null-Haushaltsplans, und Ausarbeitung geeigneter Instrumente zwecks der Analyse der ökologischen und/oder sozialen Auswirkungen der genehmigten Ausgaben.

**Zu diesem Zweck fordert die wallonische Regierung die Beteiligung und die Zusammenarbeit der Direktionen der verschiedenen ÖDW-Einheiten und der öffentlichen Verwaltungseinheiten, um diese Verpflichtungen bestmöglich zu erfüllen und die erforderlichen Informationen hervorzubringen.**

Das vorliegende Rundschreiben zielt daher darauf ab, jede Verwaltungseinheit, die Ausgaben tätigen muss, die als "nachhaltig" qualifiziert werden können, über ihre Verantwortung für nachhaltige Emissionen zu informieren, dies in Übereinstimmung mit den Betriebsregeln und der Geschäftsführungsautonomie der jeweiligen Verwaltungseinheit.

Zu diesem Zweck wird zunächst der Begriff der Governance nachhaltiger Emissionen in Erinnerung gerufen, um eine klare Vorstellung von allen Verfahren zu vermitteln, zu deren Einhaltung sich die Wallonie verpflichtet hat. Als Nächstes werden die Rollen und Verantwortlichkeiten jeder Verwaltungseinheit festgelegt und die Planung der Bedürfnisse und Aufgaben bestimmt, die von jeder Einheit wahrzunehmen sind.

**2. DIE VERWALTUNG ("GOVERNANCE") NACHHALTIGER ANLEIHEEMISSIONEN**

Die Wallonische Regierung hat eine entsprechende Verwaltungsstruktur eingerichtet, die als Ausschuss für nachhaltige Emissionen ("Comité obligataire durable" - COD) bezeichnet wird.

Den Vorsitz über den COD führt der mit dem Haushalt und den Finanzen beauftragte wallonische Minister. Die Zusammensetzung dieses Ausschusses ist die Folgende:

o der Generalsekretär, der den Strategischen Ausschuss und das Kollegium der leitenden Generalbeamten vertritt, oder sein Stellvertreter;

o der ÖDW-Generaldirektor, der mit dem Haushalt beauftragt ist, oder sein Stellvertreter;

o der leitende Sachverständige, der mit dem Schuldenbüro beauftragt ist, oder sein Stellvertreter;

o der Verantwortliche der Direktion der nachhaltigen Entwicklung innerhalb des ÖDW Generalsekretariat, oder sein Stellvertreter.

Der COD überträgt die allgemeine und operative Koordination der nachhaltigen Anleiheemissionen einer operativen Managementstruktur ("Structure de Gestion Opérationnelle" - SGO), die gemeinsam von der Direktion der nachhaltigen Entwicklung und dem Schuldenbüro gesteuert wird. In diesem Rahmen ist das Schuldenbüro mit dem haushaltstechnischen Management in Bezug auf die zulässigen Ausgaben beauftragt. Die Direktion der nachhaltigen Entwicklung konzentriert sich ihrerseits auf die Überprüfung der Nachhaltigkeit der Ausgaben und die Überwachung von Indikatoren für soziale und ökologische Auswirkungen.

Um die Emissionen von nachhaltigen Anleihen in Übereinstimmung mit den internationalen Standards der International Capital Market Association (ICMA) zu verwalten, hat sich der COD zu den folgenden vier Leitprinzipien verpflichtet:

### 2.1. Verwendung der Geldmittel (Use of proceeds)

Die wallonischen nachhaltigen Anleiheemissionen zeichnen sich dadurch aus, dass die aufgenommenen Mittel zur Finanzierung grüner und sozialer Ausgaben verwendet werden, die in eine der folgenden zehn Kategorien(1) fallen, wie im Framework der Wallonie(2) definiert:

Zulässige Kategorien für nachhaltige Anleiheemissionen der Wallonie	
Grüne Kategorien	Soziale Kategorien
1. Erneuerbare Energien	1. Bildung & Förderung der Beschäftigung
2. Energieeffizienz und schwache CO <sub>2</sub> -Emissionen	2. Sozioökonomische Eingliederung & Förderung der Autonomie
3. Nachhaltige Mobilität	3. Zugang zu Wohnung
4. Nachhaltige Ernährung/Nachhaltiger Verbrauch	4. Zugang zu Basisdienstleistungen und zu öffentlichen Infrastrukturen
5. Kontrolle & Vorbeugung der Verschmutzung	
6. Schutz der Ressourcen, Landschaft und Biodiversität	

Neben ihrer Zugehörigkeit zu einer dieser Kategorien müssen die nachhaltigen Ausgaben ebenfalls zur Verwirklichung der Ziele der nachhaltigen Entwicklung beitragen, so wie die Region sie in ihren Strategien und Programmen definiert hat.

### 2.2. Verfahren zur Bewertung und Auswahl der Projekte (Management of Proceeds)

Unter allen identifizierten Haushaltsausgaben erfolgen die Bewertung und Auswahl der zulässigen Ausgaben unter Anwendung der nachstehenden, vom COD bestimmten Kriterien in Sachen Mittelzuweisung und Auswirkungen:

#### Zuweisung der Haushaltsmittel:

✓ Finanzierung von Projekten, für welche die gebundenen und festgestellten Ausgaben haushaltstechnisch jährlich zurückverfolgt werden können;

✓ Finanzierung von Projekten, die (auf jährlicher Basis) eine Gesamtausgabe von mindestens 1 Million EUR darstellen;

✓ Finanzierung von Ausgaben, die ausschließlich von der Region budgetiert werden, entweder als direkte Ausgabenfeststellungen durch den ÖDW, oder als indirekte Finanzierung von Ausgaben, die von autonomen Verwaltungseinheiten festgestellt werden (in der Form von Subventionen - Dotationen - Prämien);

✓ Bevorzugung von Projekten, die bereits eingeleitet worden sind oder über mehrere Jahre budgetiert sind, unter Angabe für jede Emission der entsprechenden Beanspruchung des Haushaltsplans im Rahmen der Wiederfinanzierung von im Jahre X-1 festgestellten Ausgaben und/oder der Finanzierung von Projekten, die Gegenstand von Verpflichtungen im Jahr X sind.

#### Folgenabschätzung:

✓ Auswahl von Projekten, für welche Wirkungsindikatoren tatsächlich identifiziert und gemessen werden können, um den nachhaltigen Charakter der getätigten Ausgaben zu bestätigen;

> Bestimmung der Ex-ante-Auswirkungen, d.h. der ggf. vor der Finanzierung vorhandenen Auswirkungen;

> Überwachung der Ex-Post-Auswirkungen über die ganze Dauer der Finanzierung.

### 2.3. Verwaltung der Geldmittel

Die Überwachung des Erlöses einer nachhaltigen Anleihe der Wallonie erfolgt innerhalb des gesetzlichen Rahmens der Kassen- und Haushaltsführung der belgischen öffentlichen Organisationen. In Bezug auf die Finanzströme sind die durch eine nachhaltige Anleihe aufgenommenen Mittel in der zentralen Regionalkasse fungibel, genauso wie die anderen Kredite, die die Region zur Finanzierung ihrer selbst aufnimmt. Es handelt sich also um die Beanspruchung eines alternativen Finanzinstruments und keinesfalls um eine Erhöhung der gesamten Finanzierungskapazität der Wallonie.

Der Ausschuss für nachhaltige Emissionen ("COD") sorgt über die operative Managementstruktur ("SGO") dafür, dass es während der gesamten Lebensdauer der nachhaltigen Anleihen keine Doppelbuchung gibt, d.h. dass die zulässigen Ausgaben nicht bereits finanziert worden sind, sei es durch eine im vorigen Jahre emittierte nachhaltige Anleihe, oder durch ein anderes Finanzierungsinstrument, das von der Wallonie oder einer der autonomen Verwaltungseinheit benutzt würde (Prinzip der Trennung der Ausgaben).

Darüber hinaus wird gemäß dem Framework eine externe Prüfung der Haushaltszuweisungen vorgesehen, die von einer unabhängigen, im Namen des ÖDW vom Schuldenbüro beauftragten Auditgesellschaft vorgenommen wird. Dieses Audit muss vor der Veröffentlichung des jährlichen Berichts über die Haushaltszuweisungen durchgeführt werden und das Ergebnis wird als begrenzte Sicherheit bescheinigt, von der Auditgesellschaft unterzeichnet und in den für jede Anleiheemission veröffentlichten Bericht aufgenommen.

#### 2.4. Berichterstattung

Wie im Framework angegeben, verpflichtet sich die Wallonie, die Investoren über die Zuweisung der Geldmittel, die Einhaltung der Zulässigkeitskriterien für jede Ausgabe und die Festlegung von Indikatoren für die sozialen und ökologischen Auswirkungen zu informieren. Zu diesem Zweck werden zwei unterschiedliche Berichte vorgesehen:

- Bericht über die Zuweisung der Haushaltsmittel

Die Wallonie verpflichtet sich, ca. ein Jahr nach dem Emissionsdatum einer Anleihe(3) die Ergebnisse auf einer konsolidierten Basis nach Ausgabenkategorien und/oder detailliert nach den geförderten Projekten darzustellen, d.h.:

- ✓ den Nettogesamtbetrag der tatsächlich zugewiesenen Haushaltsmittel im Vergleich mit früheren gebundenen Haushaltsmitteln;
- ✓ die Aufteilung der zugeteilten Mittel zwischen Finanzierung (Datum der Emission) und Wiederfinanzierung (vorhergehendes Jahr);
- ✓ die Verteilung der zugeteilten Mittel zwischen direkten (ÖDW) und indirekten (autonome Verwaltungseinheiten) Finanzierung;
- Bericht über die Auswirkungen

Die Wallonie verpflichtet sich, auf jährlicher Basis einen Bericht über die ökologischen und/oder sozialen Ergebnisse der zulässigen Ausgaben zu erstellen, die anhand der bereits emittierten Anleihen finanziert wurden. Dieser Bericht enthält so weit wie möglich die Ex-ante- und Ex-post-Auswirkungsindikatoren für die zulässigen Ausgaben sowie die methodologischen Hinweise, die zur Messung der Auswirkungsindikatoren verwendet wurden.

#### 3. ROLLE UND VERANTWORTUNGSBEREICH DER MIT DEN AUSGABEN BEAUFTRAGTEN VERWALTUNGSEINHEITEN

Um bei internationalen Investoren glaubwürdig zu sein und weiterhin nachhaltige Anleihen ausgeben zu können, muss die Wallonie verlässliche und qualitativ hochwertige Berichte über die Budgetzuteilung und die Auswirkungen erstellen.

Der Ausschuss für nachhaltige Emissionen ("COD") ist der Ansicht, dass eine effektive Zusammenarbeit zwischen allen Verwaltungseinheiten, die nachhaltige Ausgaben tätigen (ÖDW, öffentliche Verwaltungseinheiten), und der operativen Managementstruktur ("SGO") dazu erforderlich ist.

Diese Zusammenarbeit erfordert im Laufe der gesamten Kette die Einbeziehung der wallonischen Verwaltungseinheiten, die eine Haushaltsverantwortung tragen, ob es sich um die Führungsbeamten der verschiedenen öffentlichen Dienste der Wallonie oder die Führungsbeamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten handelt. Diese Einbeziehung setzt eine Zusammenarbeit auf zwei Ebenen voraus:

- **Identifizierung auf jährlicher Basis der zulässigen Ausgaben sowie ihrer sozialen und ökologischen Auswirkungen**

Im Rahmen der Erstellung jedes jährlichen Haushaltsplans wird der Ausschuss für nachhaltige Emissionen die Leiter jeder Verwaltungseinheit dazu auffordern, das Portfolio der für nachhaltige, grüne und/oder soziale Anleihen potentiell zulässigen Ausgaben zusammenzustellen und/oder zu aktualisieren. Dies setzt voraus, dass jede betroffene Verwaltungseinheit:

- die Projekte identifiziert, die einem Betrag an festgestellten Ausgaben (im Laufe des abgelaufenen Jahres festgestellte Haushaltsmittel) und/oder an (im Laufe des aktuellen Jahres) gebundenen Haushaltsmitteln entsprechen, die den Zulässigkeitskriterien genügen;

- sich auf die Indikatoren für die ökologischen und sozialen Auswirkungen in Bezug auf die identifizierten Ausgaben einigt, sich aber auch zu verpflichten, die Ex-ante-Auswirkungen (d.h. ggf. im Vorfeld der Finanzierung) zu bewerten und die Ex-post-Auswirkungen (nachdem die Finanzierung stattgefunden hat) zu erfassen.

Das Portfolio der gesamten zulässigen wallonischen Ausgaben wird vom COD bestätigt und genehmigt.

- **Operative Verwaltung der Anleiheemissionen**

Für jede von der Wallonie ausgegebene nachhaltige Anleihe überträgt der Ausschuss für nachhaltige Emissionen ("COD") der operativen Managementstruktur ("SGO") die Koordination der Kontakte mit den verantwortlichen Personen, die von den Verwaltungseinheiten bestellt wurden, die zulässige Ausgaben verwalten, um die zur Kontrolle der Haushaltszuweisungen und zur Erstellung der jährlichen Berichte notwendigen Daten zu sammeln. Die folgende Tabelle skizziert diese Zusammenarbeit:

Operative Verwaltung einer Emission	Verwaltungseinheit (ÖDW - ÖVE)	COD
<b>Vor der Emission</b>		
<i>Zulässige Ausgaben, die für die Emission festgehalten werden</i>	Validierung	Vorschlag (*)
<b>Nach der Emission</b>		
<i>Getätigte Ausgaben bzw. gebundene Haushaltsmittel</i>	Verwaltung, Erfassung und Kommunikation	Validierung und Konsolidierung
<i>Mit den Ausgaben verbundene Folgenabschätzung aufgrund von entsprechenden Indikatoren</i>	Erfassung, Analyse und Erstellung der Ergebnisse	Validierung und Konsolidierung
<i>Erstellung der Ergebnisse der Haushaltszuteilungen und der Folgenabschätzung</i>	Absprache (wenn erforderlich)	Erstellung & Validierung
<i>Qualitätsbescheinigung der Haushaltszuteilungen durch den externen Auditor</i>	Absprache (wenn erforderlich)	Billigung
<i>Veröffentlichung der Berichte</i>		Beschlussfassung

(\*) auf der Grundlage der Ergebnisse, die bei der Identifizierung der zulässigen Ausgaben auf jährlicher Basis bestimmt wurden



**4. PLANUNG**

Die operative Managementstruktur ("SGO") wird sofort ab der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens mit den betreffenden Verwaltungseinheiten Kontakt aufnehmen, um Letzteres zu implementieren und die verschiedenen Verbindungen zwischen den Beteiligten herzustellen.

Unter Berücksichtigung der beiden Anleihen (eine Anleihe für die Nachhaltigkeit, und eine für das Soziale), die im Jahre 2020 ausgegeben wurden, ist der Zeitplan für die nächsten Termine der folgende:

- **Q4 2020:** Kontaktaufnahme mit den verschiedenen Verwaltungseinheiten zwecks der Aufstellung des Inventars der gesamten zulässigen Ausgaben;
- **Q1 2021:** Erfassung der finanziellen Informationen (budgetierte Beträge/für Ausgaben festgestellte Beträge) und der Angaben in Bezug auf die Folgenabschätzung betreffend die Ausgaben, die mit den beiden Anleihen im Jahre 2020 verbunden sind;
- **Q2 2021:** Fertigstellung des Inhalts der Berichte über die Mittelzuweisung und die Folgenabschätzung;
- **Q3-Q4 2021:** Veröffentlichung der Berichte über die Mittelzuweisung;
- **Q4 2021:** Veröffentlichung des jährlichen Berichts über die Folgenabschätzung.

Diese Planung wird je nach den künftigen Anleiheemissionen der Wallonie auch für die folgenden Jahre gelten.

**5. IDENTIFIZIERUNG DER KONTAKTE INNERHALB DER ÖFFENTLICHEN DIENSTE DER WALLONIE UND DER ÖFFENTLICHEN VERWALTUNGSEINHEITEN**

Um eine klare und effektive Zusammenarbeit zu etablieren, wird jede Dienststelle bzw. Einheit, die am Management nachhaltiger Emissionen beteiligt ist, gebeten, die Direktionen und Kontaktpersonen innerhalb ihrer Organisation zu identifizieren, mit denen die SGO Informationen bezüglich Haushaltszuweisungen und Folgenabschätzungen für die genehmigten Ausgaben bearbeiten kann.

Die Angaben zu diesen Kontaktpersonen sind sobald wie möglich an die folgende Adresse zu richten: [developpement.durable@spw.wallonie.be](mailto:developpement.durable@spw.wallonie.be)

Namur, den 28. Januar 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

**ANHANG I - Ausführliche Beschreibung der zulässigen "grünen" Kategorien**

Zulässige Kategorien	Art der Ausgaben	Beispiel für Projekte (auf Basis der in 2019-2020 ausgewählten Projekte)
<b>Erneuerbare Energie</b>	Produktion und/oder Nutzung von erneuerbarer Energie	- Unterstützung der Unternehmen und Privatpersonen, die in erneuerbare Energien investieren (einschl. der Prämien) - Zuschüsse an öffentliche oder private Körperschaften für Forschung und Entwicklung
<b>Energieeffizienz und schwache CO<sub>2</sub>-Emissionen</b>	Verringerung des Energieverbrauchs - Neue oder bestehende Gebäude - Renovierung der Heizungssysteme - Öffentliche Beleuchtung und Straßenbeschilderung	- Projekt UREBA - Plan AMUR - Programm ECOPACK (FLWFN - SWCS) - Plan PIVERT (SWL) - Prämien für den Ersatz von energieintensiven Systemen (LED-Beleuchtung - Wärmedämmung - Hochleistungsheizkessel - intelligente Zähler) - Ersatz der öffentlichen Beleuchtung durch intelligente Systeme und LED - Steuergutschriften an Privatpersonen für Investitionen in energiesparende Anlagen
<b>Nachhaltige Mobilität</b>	Entwicklung und Verbesserung der öffentlichen Verkehrsmittel	- Bau, Erwerb und Betrieb von Infrastrukturen und Fahrzeugen (U-Bahn, Straßenbahn, Elektrobusse, Sonderspuren) - Infrastrukturen für den multimodalen Transport (z.B.: Bahnhöfe)
	Verbesserung der Beförderungsmittel für den Gütertransport im Hinblick auf den Modal Shift und die Verringerung der CO <sub>2</sub> -Produktion	- Entwurf, Entwicklung, Bau, Erwerb und Instandhaltung von Transportausrüstungen und -infrastrukturen (Wasserwege)
	Entwicklung der sanften und energiesparenden Mobilität und der entsprechenden öffentlichen Infrastrukturen	- Unterstützung der Investitionen in emissionsarme Fahrzeuge - Ausbau der Infrastrukturen für die sanfte Mobilität (Fußgänger, Radfahrer) - Anlagen für das Wiederaufladen von Elektrofahrzeugen
<b>Nachhaltige Ernährung/Nachhaltiger Verbrauch</b>	- Entwicklung von kurzen Handelswegen für die Produktion und Verteilung von Nahrungsmitteln - Entwicklung der biologischen Landwirtschaft	- Förderung von Gütezeichen und ökologischen Erzeugnissen - Errichtung von Übergangshallen - Entwicklung von vielseitigen Bauernhöfen ("diversifermes")

Zulässige Kategorien	Art der Ausgaben	Beispiel für Projekte (auf Basis der in 2019-2020 ausgewählten Projekte)
Kontrolle und Vorbeugung der Verschmutzung	Vorbeugung, Verringerung, Sammlung, Recycling und Behandlung der Abfälle	- Wallonischer Abfallplan - Ressourcen Zuschüsse für nachhaltige Abfallbehandlungssysteme - Verringerung der landwirtschaftlichen Abfälle (Umwandlung von Biomasse in Energie)
Schutz der Ressourcen, Landschaft und Biodiversität	Nachhaltiges Wassermanagement	- Investitionen für die Sicherheit der Wasserversorgung - Investitionen für die Abwasserklärung
	Erhaltung der Natur und Biodiversität	- Naturparks und Schutzgebiete (Natura 2000) - Flussverträge (Wasserabfluss und Erosion) - Zuschüsse für den Schutz natürlicher Lebensräume - Fischtreppe (Lachse, Aale) in den wallonischen Wasserläufen
	Bodensanierung	- Sanierung von Industriebrachen
	Bekämpfung des Klimawandels	- Infrastrukturen und Technologie für den Hochwasserschutz (z.B. : Renovierung von Staudämmen) - R&D-Zuschüsse für technologische Entwicklungen und Infrastrukturen - Investitionen in nachhaltige Projekte in Entwicklungsländern

## ANHANG II - Ausführliche Beschreibung der zulässigen sozialen Kategorien

Zulässige Kategorien	Art der Ausgaben	Beispiel für Projekte (auf Basis der in 2019-2020 ausgewählten Projekte)
Bildung & Förderung der Beschäftigung	Bildungs- und Ausbildungsprogramme <u>Zielgruppen:</u> Arbeitsuchende - Jugendliche	- FOREM-Programme (CEP - PFI) - Duale Aus- und Weiterbildung des IFAPME (Mangelberufe)
	Programme und Initiativen für die Förderung der Schaffung von Arbeitsstellen und Chancen beim Eintritt in den Arbeitsmarkt <u>Zielgruppen:</u> Arbeitsuchende	- Programme des FOREM (SESAM, CISP, CDC, Airbag, CEFO, MIRE...)
Sozioökonomische Eingliederung und Förderung der Autonomie	Programme und Initiativen zur Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung und zur Verringerung der Ungleichheiten <u>Zielgruppen:</u> - Haushalte mit niedrigem Einkommen - Senioren - Personen mit einer Behinderung - Jugendliche - Obdachlose - Alleinerziehende	- Programm ADL (Aktionen zur lokalen Entwicklung) - RWLP-Maßnahmen - Unterstützung der ÖSHZ - Betreuung überschuldeter Personen - Hilfe an Haushalte mit niedrigem Einkommen (z.B.: MEBAR) - Programme zur Förderung der sozialen Eingliederung
Zugang zum Wohnungswesen	Finanzierung von Wohnungsbaugesellschaften für den Bau, den Erwerb oder die Renovierung von Sozialwohnungen <u>Zielgruppen:</u> Personen mit niedrigem Einkommen	- Zuschüsse/Donationen an die wallonischen Wohnungsbaugesellschaften (FLW - SWL)
	Finanzielle Unterstützung für den Zugang zu Wohnraum für einkommensschwache Familien und/oder Einzelpersonen sowie für die Renovierung (Prämien und Sozialdarlehen) <u>Zielgruppen:</u> Personen mit niedrigem Einkommen	- Plan RENOPACK – ACCESSPACK (SWCS - FLW) - Steuergutschriften für die Renovierung von Privatwohnungen, die als soziale Wohnungen zur Miete angeboten werden (mit günstigen Mietpreisen)

Zulässige Kategorien	Art der Ausgaben	Beispiel für Projekte (auf Basis der in 2019-2020 ausgewählten Projekte)
Zugang zu Basisdienstleistungen und zu öffentlichen Infrastrukturen	Programme, Initiativen und Projekte, die auf die Entwicklung und/oder Modernisierung der öffentlichen Gesundheitsinfrastruktur, der medizinischen Ausrüstung und der Gesundheitsdienste abzielen <i>Zielgruppen:</i> alle Bürger - Personen mit einer Behinderung	- Gesundheitsprogramme (AVIQ) - ländliche medizinische Zentren (AVIQ) - Dienste für die häusliche Hilfe (AVIQ) - Dienste für die häusliche Hilfe zugunsten von Senioren/behinderten Personen (AVIQ) - Psychiatrische Pflegezentren (AVIQ) - R&D-Zuschüsse für Gesundheitsprojekte (AVIQ) - Öffentliche Verkehrsmittel und Ausrüstungen für behinderte Personen (OTW)

## Fußnote

(1) Siehe die ausführliche Tabelle der zur Zeit festgelegten Ausgabenkategorien in den Anhängen I und II - Diese Ausgabenkategorien können insbesondere aufgrund der auf europäischer Ebene erwarteten Beschlussfassungen angepasst werden.

(2) [https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-06/rw\\_sustainability\\_bond\\_framework\\_april\\_2019.pdf](https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-06/rw_sustainability_bond_framework_april_2019.pdf)

(3) Bemerkung: es können mehrere Geschäfte im Laufe desselben Jahres getätigt werden.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/40506]

**28 JANUARI 2021. — Omzendbrief betreffende de rol en de verantwoordelijkheden van de directies van de SPW's (Waalse Overheidsdiensten) en de overheidsbestuurseenheden bij het beheer van duurzame, groene en/of sociale obligatie-uitgiftes in Wallonië**

Voor de directies van de SPW's en de overheidsbestuurseenheden

**1. FINANCIERING VAN DE WAALSE SCHULD DOOR DUURZAME OBLIGATIE-UITGIFTES**

Op 30 oktober 2020 bedroeg de rechtstreekse schuld van Wallonië 15,651 miljard EUR. Om de terugbetaling van zijn schuld en zijn begrotingstekort te financieren, leent Wallonië op de markten, hoofdzakelijk via twee soorten financiële instrumenten :

- private plaatsingen die door partnerbanken worden aangeboden, voor eigen rekening of voor institutionele beleggers (verzekeraars, pensioenfondsen, vermogensbeheerders, enz.)
- beleggingen in effecten op de primaire obligatiemarkt, als openbare emittent (in dezelfde hoedanigheid als bijvoorbeeld de Belgische federale staat).

Wat de beleggingseffecten betreft, heeft Wallonië in 2019 besloten duurzame obligatie-uitgiftes (groene en sociale) te lanceren om een deel van zijn schuld te financieren. Dit zijn obligaties die aan specifieke normen voldoen en waarop vooral wordt ingetekend door beleggers die op zoek zijn naar ESG-beleggingen "voor Environnement – Social – Governance" (milieu - sociaal - bestuur).

Wallonië heeft aldus de volgende obligaties uitgegeven:

- in april 2019, een eerste duurzame obligatie van 1 miljard euro;
- in april 2020, een duurzame obligatie ten belope van 700 miljoen euro;
- in mei 2020, een 100% sociale obligatie van 1 miljard euro, ter financiering van een aanzienlijk deel van de uitzonderlijke uitgaven in verband met de gezondheids- en de sociaaleconomische crisis.

De doelstellingen die met dit type uitgiftes worden nagestreefd, zijn de volgende :

- diversifiëring van de financieringsbronnen om aan de toenemende behoeften van het Gewest tegemoet te komen ;
- aan ESG-investeerders aantonen dat Wallonië de ambitie heeft om te investeren in zijn sociale en milieudoelstellingen;
- voorrang geven aan duurzame financiering om bij te dragen tot de verwezenlijking van de 17 Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen die Wallonië zich heeft gesteld.

In ruil voor deze leningen verbindt Wallonië zich ertoe :

- een traceerbaarheid van de begroting uit te voeren voor een bedrag dat gelijk is aan de opbrengst van de verstrekte lening, met een verificatie van de toewijzing van middelen aan de geselecteerde duurzame uitgaven, maar ook de publicatie van een verslag over de begrotingsallocatie ter attentie van investeerders ;
- een sociaal en milieueffectrapport op te stellen waaruit blijkt welke bijdrage de gefinancierde projecten leveren aan de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling.

De jaarlijkse publicatie van deze verslagen maakt het mogelijk drie belangrijke troeven van het Gewest voor het voetlicht te brengen:

- onverminderde inzet voor duurzame ontwikkeling: de ambities van Wallonië voorstellen en bevorderen via zijn bijdrage aan de 17 doelstellingen voor duurzame ontwikkeling ;
- significant en herhaald gebruik van duurzame financieringsinstrumenten: verankering van Wallonië in de categorie van uitgevers van groene, sociale en/of duurzame obligaties, die worden gewaardeerd door een groeiend deel van de investeerders die hun investeringen afhankelijk maken van de verbintenis van de uitgevers om duurzaam te investeren ;
- gegarandeerde controle van zijn begrotingsuitgaven: in overeenstemming met de doelstelling van de nul-basisbegroting een mechanisme voorstellen voor het valideren van begrotingen die verband houden met duurzame investeringen, alsmede de ontwikkeling van ad hoc-instrumenten voor het analyseren van maatregelen voor de milieu- en/of sociale gevolgen van goedgekeurde uitgaven.

**Daartoe doet de Waalse Regering een beroep op de deelname en medewerking van de directies van de SPW-entiteiten en de overheidsbestuurseenheden om deze verbintenissen zo goed mogelijk na te komen en de vereiste informatie te produceren.**

Deze omzendbrief heeft dus tot doel elke entiteit die uitgaven moet doen die als "duurzaam" worden gekwalificeerd, te informeren over haar verantwoordelijkheid voor duurzame emissies, met inachtneming van de werkingsregels en de beheersautonomie van elke entiteit.

Daartoe wordt in de eerste plaats herinnerd aan het begrip "bestuur van duurzame uitgaves" om een duidelijk beeld te geven van alle procedures die Wallonië heeft toegezegd te zullen volgen. Vervolgens worden de rollen en verantwoordelijkheden van elke entiteit gespecificeerd en wordt de planning van de behoeften en de door elke entiteit uit te voeren taken aangekondigd.

## 2. BESTUUR VAN DE DUURZAME OBLIGATIE-UITGIFTES

De Waalse regering heeft een passende bestuursstructuur opgezet, namelijk het "Comité Obligataire Durable (COD)" (Het duurzame obligaties Comité).

De COD wordt voorgezeten door de Waalse minister belast met begroting en financiën en is samengesteld uit :

- o de secretaris-generaal die het strategisch Comité en het College van de leidende ambtenaren-generaal vertegenwoordigt, of diens vertegenwoordiger;

- o de directeur-generaal van de "SPW" (Waalse Overheidsdienst) die belast is met begrotingszaken, of diens vertegenwoordiger;

- o de leidend deskundige die verantwoordelijk is voor de cel voor het beheer van de schuld, of zijn vertegenwoordiger;

- o de verantwoordelijke voor de directie duurzame ontwikkeling binnen de SPW secretariaat-generaal, of zijn/haar vertegenwoordiger.

De COD delegeert de algemene en operationele coördinatie van duurzame obligatie-uitgaves aan een "Structure de Gestion Opérationnelle (SGO)" (Operationele Beheersstructuur), die gezamenlijk wordt aangestuurd door de Directie Duurzame ontwikkeling en de Cel voor het beheer van de Schuld. Binnen dit kader is de Cel voor het beheer van de Schuld hoofdzakelijk verantwoordelijk voor het begrotingsbeheer van de in aanmerking komende uitgaven. De Directie Duurzame ontwikkeling van haar kant houdt zich vooral bezig met het verifiëren van het duurzame karakter van de uitgaven en het volgen van de indicatoren voor de sociale en milieueffecten.

Om duurzame uitgaves te beheren in overeenstemming met de internationale normen die zijn vastgesteld door de International Capital Market Association (ICMA), heeft de COD zich verbonden tot de volgende vier leidende beginselen:

### 2.1. Besteding van de fondsen (Use of proceeds)

De Waalse duurzame obligatie-uitgaves worden gekenmerkt door het gebruik van de opgehaalde fondsen voor de financiering van groene en sociale uitgaven in een van de volgende tien categorieën(1), zoals gedefinieerd in het Framework van Wallonië(2):

In aanmerking komende categorieën voor duurzame uitgaves uit Wallonië	
Groene categorieën	Sociale categorieën
1. Hernieuwbare energie 2. Energie-efficiëntie en koolstofarme gebouwen 3. Duurzame mobiliteit 4. Voeding en duurzame consumptie 5. Controle en preventie van verontreiniging 6. Bescherming van hulpbronnen, grondgebied en biodiversiteit	1. Onderwijs & bevordering van werkgelegenheid 2. Sociaaleconomische integratie en empowerment 3. Toegang tot huisvesting 4. Toegang tot basisdiensten en openbare infrastructuur

Duurzame uitgaven moeten niet alleen tot een van deze categorieën behoren, maar ook aantonen dat ze bijdragen tot de "Objectifs de développement durable (ODD)" (Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen) die het Gewest in zijn strategieën en programma's heeft vastgelegd.

### 2.2. Evaluatieproces en selectie van de projecten (Management of Proceeds)

Van alle vastgestelde begrotingsuitgaven worden de evaluatie en de selectie van de in aanmerking komende uitgaven uitgevoerd overeenkomstig de volgende door de COD vastgestelde criteria voor de begrotingsallocatie en voor de impact :

#### Begrotingsallocatie:

- ✓ Financiering van projecten waarvan de vastgelegde en vereffende uitgaven in de jaarlijkse begroting zijn terug te vinden ;

- ✓ Financiering van projecten met een totale uitgave (op jaarbasis) van ten minste 1 miljoen euro ;

- ✓ Financiering van uitgaven die uitsluitend door het Gewest worden begroot, hetzij in directe vereffening door de SPW, hetzij in indirecte financiering van uitgaven die door autonome entiteiten worden vereffend (in de vorm van subsidies - dotaties - premies);

- ✓ De voorkeur gaat uit naar projecten die reeds van start zijn gegaan of die over meerdere jaren zijn begroot, waarbij, voor een bepaalde uitgifte, het gebruik van de begroting betrekking heeft op de herfinanciering van in jaar X-1 vereffende uitgaven en/of de financiering van in jaar X vastgelegde begrotingen.

#### Impactanalyse :

- ✓ Selectie van projecten waarvoor doeltreffend impactindicatoren kunnen worden vastgesteld en gemeten om de duurzaamheid van de gedane uitgaven te bevestigen:

- Definitie van de ex-ante impact vóór de financiering (indien van toepassing) ;

- Monitoring van de ex-post impact gedurende de gehele looptijd van de financiering.

### 2.3. Beheer van de fondsen

De opvolging van de opbrengst van een duurzame obligatie van Wallonië gebeurt binnen het reglementaire kader van het beheer van de thesaurie en het begrotingsbeheer van de Belgische overheidsorganisaties. Wat de financiële stromen betreft, zijn de door een duurzame obligatielening aangetrokken middelen fungibel in de gecentraliseerde regionale schatkist, net als de andere leningen die het Gewest aangaat om zichzelf te financieren. Er moet dus een beroep worden gedaan op een ander financieel instrument, zonder dat de totale financieringscapaciteit van Wallonië wordt vergroot.

De COD zorgt er via het SGO voor dat er op elk ogenblik tijdens de looptijd van de duurzame obligaties geen "dubbeltelling" plaatsvindt, d.w.z. dat de in aanmerking komende uitgaven niet reeds zijn gefinancierd door een duurzame obligatie die het jaar voordien is uitgegeven of door een ander financieringsinstrument dat door Wallonië of een van de autonome entiteiten wordt gebruikt (principe van de scheiding van de uitgaven).

Bovendien voorziet de Framework in een externe controle van de begrotingsallocatie door een onafhankelijk auditkantoor dat namens de SPW opdracht heeft gekregen van de cel voor het beheer van de schuld. Deze controle moet worden verricht vóór de publicatie van het jaarlijkse allocatieverslag en het resultaat wordt opgenomen in een verklaring van beperkte zekerheid, ondertekend door het auditkantoor, die wordt opgenomen in het verslag dat voor elke uitgifte wordt gepubliceerd.

#### 2.4. Reporting

Zoals bepaald in het Framework verbindt Wallonië zich ertoe de investeerders te informeren over de besteding van fondsen, de naleving van de subsidiabiliteitscriteria voor elke uitgave en de presentatie van milieu- en/of sociale impactindicatoren. Hiertoe zijn twee afzonderlijke verslagen gepland:

- Verslag over de begrotingsallocatie

Ongeveer een jaar na de uitgiftedatum van een obligatie(3) verbindt Wallonië zich ertoe zijn resultaten op geconsolideerde basis voor te stellen per uitgavencategorie en/of gedetailleerd per gefinancierd project, d.w.z. :

- ✓ Het totale nettobedrag van de daadwerkelijk toegewezen fondsen, vergeleken met de oorspronkelijk vastgelegde budgetten ;
- ✓ Verdeling van de toegekende fondsen tussen financiering (jaar van uitgifte) en herfinanciering (vorig jaar) ;
- ✓ De verdeling van de toegekende fondsen tussen directe financiering (SPW) en indirecte financiering (autonome entiteiten) ;

- Impactverslag

Wallonië verbindt zich ertoe jaarlijks verslag uit te brengen over de milieu- en/of sociale resultaten van de in aanmerking komende uitgaven die zijn gefinancierd met de reeds uitgegeven obligaties. Het verslag bevat, voor zover mogelijk, de ex-ante- en ex-post-impactindicatoren van de in aanmerking komende uitgaven, alsmede de methodologische aantekeningen die zijn gebruikt om de impactindicatoren te meten.

### 3. ROL EN VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE ENTITEITEN BELAST MET DE UITGAVEN

Om geloofwaardig te zijn bij internationale investeerders en om duurzame obligaties te kunnen blijven uitgeven, moet Wallonië betrouwbare en kwalitatief hoogstaande budgetallocatie- en impactverslagen opstellen.

Om dit te bereiken is volgens het "Comité Obligatoire Durable (COD)" een doeltreffende samenwerking tussen de entiteiten die betrokken zijn bij het pakket voor duurzame uitgaven (SPW – UAP) en de "structure de gestion opérationnelle (SGO)", een absolute voorwaarde.

Deze samenwerking vereist de betrokkenheid in de gehele keten van de Waalse entiteiten met budgettaire verantwoordelijkheid, of het nu gaat om de leidinggevenden van de verschillende "SPW's" (Waalse Overheidsdiensten) of de leidinggevenden van de "UAP's" (Waalse openbare bestuurseenheden). Deze betrokkenheid neemt de vorm aan van samenwerking op twee niveaus:

- Jaarlijkse vaststelling van de in aanmerking komende uitgaven en de sociale en milieueffecten ervan

Tijdens elk jaarlijks begrotingsjaar zullen de hoofden van elke entiteit door de COD worden verzocht de portefeuille van uitgaven die potentieel in aanmerking komen voor duurzame, groene en/of sociale obligaties, samen te stellen en/of te actualiseren. Deze oefening zal voor elke betrokken entiteit het volgende inhouden:

- Het identificeren van de projecten die overeenkomen met een bedrag aan vastgelegde uitgaven (geliquideerde begrotingen van het afgelopen jaar) en/of vastgelegde begrotingen van het lopende jaar die voldoen aan de subsidiabiliteitscriteria;

- Overeenstemming bereiken over de milieu- en sociale effectindicatoren met betrekking tot de vastgestelde uitgaven, maar zich er ook toe verbinden de impact vooraf (vóór de financiering, indien van toepassing) te beoordelen en de impact achteraf (gerealiseerd) te verzamelen.

De portefeuille van alle in aanmerking komende Waalse uitgaven zal door de COD worden gevalideerd en goedgekeurd.

- Operationeel beheer van obligatie-uitgiftes

Voor elke door Wallonië uitgegeven duurzame obligatie delegeert de COD aan de SGO de coördinatie van de contacten met de ambtenaren die worden aangewezen door de entiteiten die belast zijn met de in aanmerking komende uitgaven, zodat de gegevens kunnen worden verzameld die nodig zijn voor de controle van de begrotingsallocaties en de opstelling van de jaarlijkse uitgifteverslagen. De volgende tabel geeft een overzicht van deze samenwerking:

Operationeel beheer van een uitgifte	Entiteit (SPW - UAP)	COD
<b>Voor de uitgifte</b>		
<i>Voor uitgifte geselecteerde in aanmerking komende uitgaven</i>	<i>Validatie</i>	<i>Voorstel (*)</i>
<b>Na de uitgifte</b>		
<i>Uitgevoerde uitgaven versus vastgelegde budgetten</i>	<i>Beheer, inzameling en communicatie</i>	<i>Validatie en consolidatie</i>
<i>Impactmaatregelen op basis van uitgavenindicatoren</i>	<i>Registratie, analyse en productie van resultaten</i>	<i>Validatie en consolidatie</i>
<i>Constructie van de resultaten van begrotingsallocaties en impactbeoordelingen</i>	<i>Raadpleging (indien nodig)</i>	<i>Realisatie &amp; Validatie</i>
<i>Kwaliteitscertificering van de begrotingsallocaties door de externe auditor</i>	<i>Raadpleging (indien nodig)</i>	<i>Goedkeuring</i>
<i>Publicatie van verslagen</i>		<i>Beslissing</i>

(\*) op basis van de resultaten die zijn vastgesteld tijdens de oefening om de in aanmerking komende uitgaven op jaarbasis te bepalen.

#### 4. PLANNING

Zodra deze omzendbrief is gepubliceerd, zal de SGO contact opnemen met elk van de betrokken entiteiten met het oog op de tenuitvoerlegging ervan en de totstandbrenging van de verschillende verbindingen tussen de belanghebbenden.

Rekening houdend met de twee obligaties (duurzame en sociale) die in 2020 zijn uitgegeven, ziet het tijdschema voor de volgende vervaldagen er als volgt uit:

- **Q4 2020:** contact met de verschillende entiteiten voor de inventarisatie van alle in aanmerking komende uitgaven ;

- **Q1 2021:** verzameling van financiële informatie (begrote/uitbetaalde bedragen) en informatie over de impactbeoordeling van de uitgaven die voor de twee uitgiftes van 2020 zijn gehandhaafd;
- **Q2 2021:** afronding van de inhoud van de verslagen over de begrotingsallocaties en de impactbeoordeling ;
- **Q3-Q4 2021:** publicatie van verslagen over begrotingsallocatie;
- **Q4 2021 :** publicatie van het jaarlijkse impactbeoordelingsverslag.

Deze planning zal de volgende jaren worden herhaald, afhankelijk van de toekomstige uitgiftes van Wallonië.

#### 5. IDENTIFICATIE VAN CONTACTEN BINNEN DE SPW's /UAP's

Om een duidelijke en doeltreffende samenwerking tot stand te brengen, wordt elke entiteit die betrokken is bij het beheer van duurzame emissies verzocht de diensten en contactpersonen binnen haar organisatie aan te wijzen met wie de SGO informatie zal moeten verwerken in verband met de begrotingsallocatie en de impactbeoordeling van de goedgekeurde uitgaven.

Bijzonderheden over deze contacten zullen zo spoedig mogelijk worden medegedeeld op het volgende adres: Alle informatie over de gewestelijke begroting 2019

Namen, 28 januari 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J-L. CRUCKE

#### BIJLAGE I - Gedetailleerde beschrijving van de in aanmerking komende groene categorieën

In aanmerking komende categorieën	Soorten uitgaven	Voorbeeld van projecten (illustratief op basis van de in 2019-2020 geselecteerde projecten)
<b>Hernieuwbare Energie</b>	Productie en/of gebruik van hernieuwbare energie	- Steun voor bedrijven en particulieren die investeren in hernieuwbare energie (inclusief premies) - R&D-subsidies aan openbare of particuliere entiteiten
<b>Energie-efficiëntie en koolstofarme gebouwen</b>	Vermindering van het energieverbruik - Nieuwe of bestaande gebouwen - Renovatie van verwarmingssystemen - Straatverlichting en verkeersborden	- Project UREBAAMUR-plan - ECOPACK Programma (FLWFN - SWCS) - PIVERT Plan (SWL) - Premies voor de vervanging van energie-intensieve systemen (ledverlichting - thermische isolatie - hoogrendementsketels - slimme meters) - Vervanging van straatverlichting door intelligente systemen en leds - belastingkredieten aan particulieren voor investeringen in energiebesparing
<b>Duurzame mobiliteit</b>	Ontwikkeling en verbetering van het openbaar (personen)vervoer	- Aanleg, aankoop en exploitatie van infrastructuur en rollend materieel (metro, tram, elektrische bussen, eigen sites) - Infrastructuur voor multimodaal vervoer (b.v. spoorwegstations)
	Verbetering van de middelen voor goederenvervoer om een modal shift te bewerkstelligen en de CO2-productie te verminderen	- Ontwerp, ontwikkeling, bouw, verwerving en onderhoud van vervoermaterieel en -infrastructuur (waterwegen)
	Ontwikkeling van zachte en energiezuinige vervoerswijzen en bijbehorende openbare infrastructuur	- Steun voor investeringen in koolstofarme voertuigen - Uitbreiding van de zachte mobiliteitsinfrastructuur (voetgangers-fietsers) - Laadinfrastructuur voor elektrische voertuigen
<b>Voeding en duurzame consumptie</b>	- Ontwikkeling van korte circuits voor voedselproductie en -distributie - Ontwikkeling van de biologische landbouw	- Bevordering van ecolabels en ecoproducten - Installatie van "doorgangsgebouwen" - Ontwikkeling van « diversifermes »
<b>Controle en preventie van verontreiniging</b>	Afvalpreventie, -vermindering, -inzameling, -recycling en -verwerking	- Waals plan inzake afval en grondstoffen - Subsidies voor duurzame afvalverwerkingsystemen - Vermindering van landbouwaafval (omzetting van biomassa in energie)
<b>Bescherming van hulpbronnen, grondgebied en biodiversiteit</b>	Duurzaam waterbeheer	- Investerings voor de veiligstelling van de watervoorziening van de bevolking - Investerings voor afvalwaterzuivering

In aanmerking komende categorieën	Soorten uitgaven	Voorbeeld van projecten (illustratief op basis van de in 2019-2020 geselecteerde projecten)
	Behoud van natuur en biodiversiteit	- Natuurparken en beschermde gebieden (Natura 2000) - Riviercontracten (aflopend hemelwater en erosie) - Subsidies voor de bescherming van natuurlijke habitats - Vistrappen (zalm - aal) op Waalse waterwegen
	Bodemsanering	- Sanering braakliggende industriegronden
	Beheer van de gevolgen van klimaatverandering	- Infrastructuur en technologieën voor overstromingsbeheer (b.v. renovatie van dammen) - R&D-subsidies voor technologische ontwikkelingen en infrastructuren - Investerings in duurzame projecten ten behoeve van ontwikkelingslanden

## BIJLAGE II - Gedetailleerde beschrijving van de in aanmerking komende sociale categorieën

In aanmerking komende categorieën	Soorten uitgaven	Voorbeeld van projecten (illustratief op basis van de in 2019-2020 geselecteerde projecten)
Onderwijs & bevordering van werkgelegenheid	Onderwijs- en opleidingsprogramma's <i>Doelgroepen: werkzoekenden - jongeren</i>	- FOREM-programma's (CEP - PFI) - IFAPME-alternerende opleidingen (beroepen waar een tekort aan bestaat)
	Programma's en initiatieven ter bevordering van het scheppen van banen en mogelijkheden om tot de arbeidsmarkt toe te treden <i>Doelgroepen: werkzoekenden</i>	- FOREM-programma's (SESAM, CISP, CDC, Airbag, CEFO, MIRE...)
Sociaaleconomische integratie en empowerment	Programma's en initiatieven ter bestrijding van armoede en uitsluiting en ter vermindering van ongelijkheden. <i>Doelgroepen:</i> - Gezinnen met een laag inkomen - Oudere mensen - Gehandicapten - Jongeren - Daklozen - Eenoudergezinnen	- ADL-programma (lokale ontwikkelingsacties) - RWLP acties - Ondersteuning van de OCMW's - Steun voor personen met schulden - Steun voor gezinnen met een laag inkomen (voorbeeld: MEBAR) - Steunprogramma's voor sociale integratie
Toegang tot huisvesting	Financiering van huisvestingsmaatschappijen voor de bouw, verwerving of renovatie van sociale woningen <i>Doelgroepen: mensen met een laag inkomen</i>	- Subsidies /dotaties aan Waalse huisvestingsmaatschappijen (FLW - SWL)
	Financiële bijstand voor de toegang tot huisvesting voor gezinnen en/of alleenstaanden met een laag inkomen, alsook voor renovatie (premies en sociale leningen) <i>Doelgroepen: mensen met een laag inkomen</i>	- Plan RENOPACK - ACCESSPACK (SWCS - FLW) - Belastingkredieten voor de renovatie van particuliere woningen die worden aangeboden voor sociale verhuur (gematigde huurprijzen)
Toegang tot basisdiensten en openbare infrastructuur	Programma's, initiatieven en projecten gericht op de ontwikkeling en/of modernisering van de infrastructuur van de volksgezondheid, de medische uitrusting en de gezondheidsdiensten <i>Doelgroepen: alle burgers - mensen met een handicap</i>	- Gezondheidsprogramma's (AVIQ) - Landelijke Medische Centra (AVIQ) - Thuiszorgdiensten (AVIQ) - Thuiszorg voor bejaarden en/of gehandicapten (AVIQ) - Psychiatrische zorgcentra (AVIQ) - R&D-subsidies voor gezondheidsprojecten (AVIQ) - Openbaar vervoer en voorzieningen voor gehandicapten (OTW)

## Nota's

(1) Zie de gedetailleerde tabel van de uitgavencategorieën die momenteel zijn omschreven in de bijlagen I en II - Deze uitgavencategorieën kunnen worden aangepast in het licht van de op Europees niveau verwachte beslissingen.

(2) [https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-06/rw\\_sustainability\\_bond\\_framework\\_april\\_2019.pdf](https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-06/rw_sustainability_bond_framework_april_2019.pdf)

(3) *Opmerking: In de loop van een jaar kunnen verschillende operaties worden uitgevoerd.*